

La révolution hussite et l'affirmation du voïvodat de Transylvanie dans le contexte de la croisade tardive

Tangences et spécificités

FLORIAN DUMITRU
SOPORAN
LIANA LĂPĂDATU

*Johan Huizinga considérait
que le seul événement du
Moyen Âge à pouvoir revêtir
d'incontestables significa-
tions nationales est le conflit
ayant opposé Tchèques et
Germaniques au temps
du mouvement hussite.*

Florian Dumitru Soporán

Chercheur au Centre d'Études Transyl-
vaines de l'Académie Roumaine.

Liana Lăpădatu

Chercheuse au Centre d'Études Transyl-
vaines de l'Académie Roumaine.

LA SÉRIE d'événements spectaculaires dont les origines sont à chercher dans les réflexions théologiques des universitaires de Prague, devenus les catalyseurs de solidarités et d'antagonismes au sein de toute la société tchèque médiévale¹, ainsi que l'impact de ceux-ci sur les développements confessionnels, politiques et militaires en Europe chrétienne, continuent à représenter une provocation pour l'écrivain historique intéressé par la restitution du passé médiéval. Les deux siècles de controverses entre les représentants des écoles historiographiques tchèque et allemande, avec des contributions opportunes dues à quelques directions devenues prioritaires parmi les disciplines associées à l'histoire, n'ont pas diminué l'intérêt du public instruit pour les conséquences immédiates ou éloignées de cette première révolution médiévale.² D'abord, l'utilisation du concept de révolution au sujet d'un

épisode du Moyen Âge, soit-il de la taille de la réforme religieuse, qui s'est achevée par l'institutionnalisation d'une alternative théologique ayant déterminé la mobilisation pro ou contre des hommes et des nations d'Europe centrale et de l'Est³, peut paraître exagérée, étant donné qu'il s'agit d'une étape historique qui, même en vertu de sa propre axiologie, est tenue pour un temps de régression et d'immobilisme socioéconomique.⁴ D'ailleurs, František Šmahel, l'auteur ayant proposé cette approche, a lui-même fini par considérer le phénomène hussite comme une anomalie historique, en raison justement de son caractère anticipatif, et a expliqué son échec par l'incompatibilité entre les idées et les innovations institutionnelles proposées par ses divers courants et les réalités concrètes de la Bohême du XV^e siècle.⁵ Les historiens affiliés en vertu de convictions ou pour des raisons d'opportunité à la conception et à la méthode marxistes, avec l'option programmatique de celles-ci pour une lecture du passé à travers la grille de la succession des modes de production et de la dynamique de la lutte de classe, se sont montrés assez circonspects à conférer des significations révolutionnaires à un mouvement dont les origines religieuses étaient incontestables et qui a impliqué la participation de l'ensemble de la nation tchèque, ignorant les limites corporatives médiévales et pré-modernes.⁶ En dépit de quelques tentatives, dépourvues des repères de l'esprit critique nécessaires à toute investigation scientifique, de trouver des similitudes entre les expériences sociales proposées par les hussites radicaux et les idéaux égalitaires du socialisme utopique ou réel, les événements de 1419 à 1434 ont été inclus dans la série des révoltes médiévales classiques, des soulèvements paysans de la fin du Moyen Âge en France et en Angleterre ou des émeutes urbaines en Italie et aux Pays-Bas. Si le mérite des études consacrées aux évolutions économiques et aux transformations sociales survenues en Bohême dans la première moitié du XV^e siècle est essentiel pour la compréhension des motivations et de la conduite des individus et des communautés, les évaluations antithétiques des historiens romantiques et positivistes se sont avérées encore plus importantes. Johan Huizinga considérerait que le seul événement du Moyen Âge à pouvoir revêtir d'incontestables significations nationales est le conflit ayant opposé Tchèques et Germaniques au temps du mouvement hussite.⁷ Les considérations du réputé connaisseur du mental collectif des derniers siècles du Moyen Âge sont en même temps une conclusion pour un siècle de débat historiographique sur ce thème.

Comme d'autres épisodes de l'histoire des communautés ethniques d'Europe centrale-orientale, avec des frontières et des loyautés volatiles, soumises à la pression de voisinages vicieux et à la tentation du potentiel expansionniste des centres de pouvoir extérieurs, l'expérience hussite a généré l'enthousiasme des Tchèques et l'opprobre des Germaniques, en fonction du rôle de ces centres de pouvoir dans la projection identitaire des deux nations. Si pour František Palacký, le

fondateur de l'écrit historique tchèque moderne, le mouvement hussite a été l'expression authentique de la mission du peuple tchèque et de ses aspirations vers l'idéal moral chrétien, des auteurs de la taille de Theodor Mommsen ont considéré la conduite des Tchèques qui se sont soulevés contre l'ordre politique et spirituel du royaume comme une manifestation néfaste de la barbarie et de l'ignorance, qui a anéanti les réalisations de quelques siècles de civilisation médiévale transplantée en Bohême grâce aux artisans et aux prélats de l'empire, au temps de l'avancée des Germaniques vers l'Est.⁸ L'appartenance aux deux écoles historiographiques et la vénération pour l'autorité des prédécesseurs n'ont pas censuré l'esprit critique, ni l'introduction de nuances interprétatives, alors que les échos que les actions et surtout le discours de légitimité diffusé par les protagonistes ont générés au niveau de la spiritualité européenne ont élargi la plage de la recherche, ce qui a conduit à l'apparition de corrélations plus appropriées au contexte confessionnel, ethnique et politique de la région.

Sans donner la priorité ni à l'un ni à l'autre des facteurs ayant catalysé la dynamique des événements emblématiques pour la biographie et la carrière universitaire du magistère Jan Hus, le martyr du peuple tchèque, nous pouvons apprécier que leur genèse a été l'expression de la crise structurelle qui affectait le monde chrétien à la fin du Moyen Âge.⁹ La dépression économique et le recul démographique provoqué par les grandes épidémies mettaient en cause la fonctionnalité des structures sociales et politiques partout en Europe du temps, le climat d'inquiétude, de pessimisme et de contestation n'étant que l'expression de la recrudescence des conflits entre les États ou des conflits civils.¹⁰ C'est le moment où la Guerre de Cent Ans évolue depuis une dispute des juristes et des rois sur la succession dynastique à un combat entre Français et Anglais, qui a laissé dans la mémoire de la postérité le souvenir de Jeanne d'Arc, mais aussi la dispute entre les prélats français et anglais au sujet du droit de vote des nations conciliaires, tout aussi révélatrices du pluralisme sémantique que fut le concept de *natio* au Moyen Âge.¹¹ Les deux piliers traditionnels du monde médiéval, l'empire et la papauté, deviennent les cibles du mécontentement du public instruit et l'objet de prédilection des tentatives de structuration d'un agenda réformiste général européen.¹² Le mental public du monde médiéval pendant ces derniers siècles de son évolution vers le pré-modernisme est dominé par la faille creusée entre la réalité et le discours, que François Furet évoquait en relation avec les années antérieures à la Révolution française. Une série d'hommes de culture du XIV^e siècle, juristes de l'Université de Bologne¹³ ou humanistes de la taille de Francesco Pétrarque, font appel à la restauration d'une puissance impériale efficace, alors que le saint Empire romain de la nation germanique était devenu une réalité nominale, investie d'une certaine force de suggestion limitée à l'espace politique pluriel des principautés germaniques¹⁴, dont les intérêts basculaient

entre l'affirmation de quelques centres régionaux de pouvoir et la proclamation de la primauté formelle entre les nations chrétiennes.¹⁵ La soi-disant captivité babylonienne des papes à Avignon et le grand schisme ayant affecté l'Église romaine ont accentué le nationalisme religieux, reconnaissable aussi bien dans la rhétorique des théologiens des universités et des prélats réunis dans les conciles œcuméniques¹⁶ que dans les sermons des moines mendiants. Les arguments de ces derniers, prononcés dans la langue parlée de la communauté des fidèles et en faisant appel au peuple chrétien dans sa qualité de censeur de l'élite qui avait abandonné les paradigmes évangéliques, mettaient en cause l'une des idées-force avec lesquelles l'ecclésiologie médiévale avait opéré, l'image de la *christianitas* en tant qu'unité transnationale, effectivement gouvernée par le souverain pontife dans sa qualité de successeur de Jésus Christ, et répondaient aux exigences d'un nouveau type de piété, plus introspective et orientée vers une observation plus stricte des normes confessionnelles. Cet état d'esprit va anticiper en dernière analyse la christianisation profonde de l'Europe, suite à l'institutionnalisation du pluralisme des dissidences protestantes et de la réforme catholique et, surtout, des nouveaux rapports établis avec l'orthodoxie.¹⁷ Comme dans le cas de la proximité des altérités ethniques, ce pluralisme a généré, dans les deux premiers siècles de son existence, des conflits endémiques, dont les règles ignoraient les rigueurs minimales de la conduite chevaleresque médiévale.

Le recours à la violence est une circonstance presque objective dans les conditions où la tolérance ne s'imposera comme paradigme éthique qu'à l'issue de ces expériences historiques. La dimension presque institutionnalisée des nouveaux types de solidarité et les disponibilités de différentes couches sociales à l'affirmation de leurs propres points de vue sont illustrées par les débats conciliaires qui visaient justement à rétablir l'unité de l'Église romaine. La dispute ayant opposé les prélats français et anglais durant le Concile de Constance est ainsi significative de la manière dont l'interrogation au sujet d'une série de questions administratives et ecclésiastiques s'achevait par l'élaboration de paradigmes propres, avec des acceptions presque modernes en ce qui concerne le concept de nation.¹⁸ Les diverses solutions destinées à rétablir l'autorité pontificale et l'unité de l'Église éveillaient des conflits et des solidarités similaires également aux confins orientaux de la chrétienté occidentale, où l'éventuel succès de la mission chrétienne et la subordination des communautés orthodoxes à l'autorité du Saint-Siège constituaient les principaux objectifs de la diplomatie papale. Le mémoire rédigé par les clercs de l'Université de Cracovie et discuté dans le cadre du concile mettait en cause la légitimité de la position de l'ordre des chevaliers teutoniques comme mandataire du Saint-Siège et créait les prémisses de l'édification d'une nouvelle relation avec l'Église orthodoxe, fondée sur la reconnaissance des différences et l'intégration des élites. Cette démarche valorisait au niveau d'un acte de propa-

gande patriotique le succès remporté par l'Église polonaise, suite à la conversion des Lituaniens, à l'emploi de la persuasion et à la répudiation *de facto* de l'appel à la croisade permanente, l'une des principales sources de légitimité de l'État fondé par les chevaliers germaniques il y a presque deux siècles.¹⁹ L'activation ou l'inhibition de nouveaux types de solidarité communautaire et la contestation des repères se produisent dans un climat d'anxiété collective, où la recherche des voies du salut consiste dans le retour au paradigme de la vie évangélique.²⁰

Le Royaume de Bohême a ressenti ces transformations à sa manière, étant donné le succès remporté dans l'intégration d'une nation slave dans les cadres de la civilisation médiévale classique. Le développement économique favorisé par une relative stabilité sous la dynastie de Přemysl²¹ et l'avènement de la dynastie de Luxembourg avaient assuré au souverain des Pays tchèques la primauté parmi les princes de l'empire, position institutionnalisée par la Bulle d'or de 1356, l'empereur Charles IV de Luxembourg (1346-1378) étant considéré plutôt comme un père de la Bohême que comme un prince germanique.²² Le progrès enregistré par les relations de production et les échanges, suite au dynamisme des centres urbains et à l'importance acquise par les ressources minérales, ainsi que le patronage exercé par le pouvoir royal sur l'Église et la culture tchèques ne se sont pas avérés suffisants pour aplatir l'ancienne rivalité entre Tchèques et Germaniques, dorénavant manifeste également sur le plan juridique et administratif des magistratures urbaines. La générosité des donations en faveur de l'Église a eu des effets bénéfiques sur le plan culturel, mais a modifié la conduite des officialités ecclésiastiques, de plus en plus impliquées dans la politique et totalement désintéressées des besoins des fidèles. En potentielle antithèse avec cette catégorie et avec ses protecteurs séculiers on peut remarquer le mécontentement du clergé paroissial pour la précarité de ses conditions de vie, celui des prédicateurs populaires qui voyaient dans la décadence des mœurs du présent les signes de l'approche du Jugement dernier, et surtout la déception des jeunes professeurs et étudiants de l'Université de Prague, dont les réflexions réalisaient l'osmose entre l'idéal patriotique et celui de la réforme morale. Ces forces ont constitué le public sensible aux thèses réformistes formulées par Jan Hus, qui dans le sillage de John Wyclif²³ proposait une ample restauration de l'Église *in capite et in membris*, au sens du retour de la communauté chrétienne dans son ensemble aux normes morales et à l'austérité matérielle prêchée par les apôtres et les pères de l'Église. Néanmoins, la dimension révolutionnaire de ses thèses ne résidait pas dans les innovations confessionnelles, populaires d'ailleurs dans les milieux universitaires européens, mais dans les finalités politiques et civiques assumées par le discours hussite. En se proposant la réforme morale de la société à tous ses niveaux, le magistère arrivait à contester la légitimité du pouvoir du souverain, dans les conditions où les actes de conduite de celui-ci entrerait en

contradiction avec la morale chrétienne. Cette idée mettait en cause les fondements mêmes des institutions médiévales, introduisant pour la première fois une censure de nature morale vis-à-vis des actes du pouvoir souverain, devenu responsable devant la société et donc dépossédé d'infaillibilité.

Le mérite de celui que la vénération de sa nation et la tragédie de son martyr allaient inscrire dans le panthéon national tchèque est incontestable dans l'apparition des réflexions sur les devoirs des gouvernants envers les gouvernés. Elles deviennent visibles au niveau de quelques actes politiques issus d'approches empiriques, tel que le soulèvement initié par la reine Isabelle en 1326, qui va aboutir à l'abdication du roi Édouard II (1307-1327), événement que la ratification par le Parlement et la succession du pouvoir souverain en faveur du prince héritier ont enfermé dans les limites du droit civil.²⁴ La légitimation d'un acte visant en dernière instance l'amendement du pouvoir royal valorisait les expériences antérieures du pluralisme politique anglo-saxon, mais le succès de cette initiative était dû à l'activation de solidarités familiales qui ralliaient les élites anglaises à celles du continent.²⁵ Même si l'éthique des partisans de Jan Hus a vêtu plutôt une expression religieuse et patriotique, ses conséquences politiques ont été manifestes en Bohême après la condamnation et l'exécution du réformateur à Constance. L'attitude de la curie romaine et du pouvoir séculier durant le procès intenté au réformateur tchèque anticipait la dimension irréductible des conflits religieux du siècle prochain et en même temps le changement du style du débat théologique médiéval, dans lequel les opinions des participants revêtaient des sens et des approches non-canoniques, suivies de rétractions opportunes. L'intransigeance sur la question de l'hérésie tchèque a été l'expression de la compétition pour la suprématie qui opposait les deux nations du Royaume de Bohême, dispute dans laquelle les nuances doctrinaires liturgiques renforçaient les objectifs séculiers. D'ailleurs, Jan Hus a été accusé, entre autres, d'avoir inspiré l'expulsion des Germaniques de l'université, fait qu'il a assumé comme une victoire remportée par sa nation. La méfiance à l'égard de la conduite des structures politiques et ecclésiastiques germaniques et la tentation que les messages politiques incorporés dans le discours réformateur hussite exerçait sur une élite sociale ayant bénéficié de la participation à la gouvernance, trouvèrent des échos favorables en Pologne voisine, où les documents officiels et les chroniques témoignent de l'existence de plusieurs factions pro-hussites au sein de la noblesse et du clergé polonais, même dans les conditions où le primat Zbigniek Oleśnicki réaffirmait la fidélité de son Église à l'autorité pontificale. Le thème de l'adversité entre Tchèques et Germaniques a été invoqué aussi par l'un des disciples de Jan Hus, le magistère Jérôme de Prague, durant le procès qu'on lui avait intenté à Cracovie. C'est le moment où l'intellectuel tchèque formula une définition presque moderne de la nation, vue comme une « *universitas omnium homi-*

num », du roi au dernier des paysans, du bourgmestre au dernier des journaliers, de l'archevêque au dernier des diacres.²⁶ Dans cette acception, la nation acquiert un sens totalisateur, transgressant les limites de la société tripartite et les cadres statiques du système corporatif médiéval.²⁷ Même si cette vision intégrationniste a joui de l'adhésion des structures corporatives à la fin du Moyen Âge, des acceptions similaires ont été documentées dans le cas des Écossais, engagés dans un conflit juridictionnel prolongé contre le roi d'Angleterre.

La mobilisation de plusieurs couches de la société tchèque contre le souverain légitime est l'expression d'une solidarité ethnique, de la confiance dans le caractère prédestiné du peuple tchèque d'assurer son propre salut et celui des autres grâce à la nouvelle foi, que seuls quelques aspects différenciaient de la foi catholique, du moins dans la variante utraquiste de la communion sous les deux espèces. Il s'agit ici de la soi-disant phase jacobine du nationalisme tchèque, marquée par l'implication active des masses, par la violence et l'expansionnisme militaire et religieux.²⁸ La proclamation de Jan Žižka adressée aux habitants de la ville de Domažlice dévoile les sens patriotiques et défensives cachés dans l'idée de nation :

Résistez courageusement au mal que nous font les Germaniques, à l'exemple des vieux Tchèques qui s'étaient battus non seulement pour défendre la loi de Dieu mais aussi pour leur honneur. Et nous, mes chers frères, en ne pensant qu'à la loi de Dieu et au bien du peuple, avons le devoir de faire encore plus d'efforts pour que tous ceux qui peuvent prendre la massue et jeter des pierres s'élèvent. Aussi, mes chers frères, vous fais-je savoir que je ferai rassembler le peuple de tous côtés contre de pareils ennemis et démolisseurs du Pays tchèque. Souvenez-vous de votre premier combat, que vous avez mené courageusement, vous les petits contre les grands, le petit nombre contre le grand nombre, les sans-culottes contre les bien-vêtus.²⁹

Les chefs militaires des rebelles invoquent la foi et le pays tchèque également dans les manifestes adressés aux habitants.³⁰ Les succès militaires remportés par les hussites sont la conséquence des innovations en matière de tactique du combat et de la qualité personnelle des dirigeants, mais ils ne peuvent pas s'expliquer en l'absence de l'adhésion des habitants au message patriotique et religieux. Le nationalisme médiéval des Tchèques a imprimé au Royaume de Bohême une dynamique politique spectaculaire dans la première moitié du XV^e siècle, mais des états d'esprits similaires sont à remarquer aussi au niveau des autres communautés ethniques. Il suffit de mentionner la résurrection du patriotisme russe dans le contexte de la victoire de Koulikovo ou l'identification de la mission chrétienne au combat contre les infidèles, devenu un véritable lieu commun dans la corres-

pondance des souverains et dans la littérature officielle familière au public des États frontaliers, au sujet des ennemis maures ou ottomans.

Du point de vue des relations entre État et société, le mouvement hussite a proposé des approches révolutionnaires par rapport aux précédents médiévaux, concrétisées dans le refus d'accepter la succession de Sigismond de Luxembourg à la Couronne de Saint Venceslas et l'appel à la résurrection du projet politique polono-tchèque. Même si le Moyen Âge offre suffisamment d'exemples de dépositions et de contestations, plus ou moins violentes, le cas tchèque est révélateur par les arguments énoncés par les représentants des états réunis dans la Diète de Cáslav. La légitimité des prétentions de Sigismond de Luxembourg est deux fois invalidée : d'abord du point de vu moral, car il n'a pas respecté son engagement envers Jan Hus, ensuite en raison de sa position d'ennemi du Pays tchèque. Ce pays n'est plus vu comme la possession de droit d'un monarque médiéval, investi de droits souverains par le rituel du couronnement, mais comme la patrie des couches sociales représentées dans les institutions du pays, de ceux qui se définissaient comme « le peuple tchèque ». Les dirigeants politiques de la Bohême hussite semblent avoir été conscients de l'ascendant que leur donnait cette nouvelle approche des relations de pouvoir ; la décision d'offrir la couronne de la Bohême au duc Vytautas le Grand constitue une réactualisation des initiatives médiévales, avec des réverbérations à long terme dans l'histoire des Slaves occidentaux, à laquelle les souverains Přemysl avaient déjà eu recours durant leurs affrontements avec l'empire.

Les réflexions d'ordre confessionnel et identitaire qui ont caractérisé la révolution hussite n'ont pas eu le caractère cohérent suggéré par les écrits contemporains. Le phénomène que les documents pontificaux et impériaux qualifiaient d'« hérésie tchèque » est issu d'une tentative de réformation de la vie religieuse et des institutions ecclésiastiques, mais il a activé aussi des rémanences de la religiosité populaire pré-chrétienne et des sectes pré-existantes. Ces dernières, par la simplicité de leur rhétorique et les principes égalitaristes de la vie communautaire qu'elles proposaient, ont capacité l'enthousiasme de certaines catégorie de la société, générant des attitudes de révolte et des réactions répressives de la part des autorités politiques et militaires, avec des options qui favorisaient les initiatives réformistes. Ce pluralisme confessionnel a annoncé la cristallisation de deux factions majeures au sein du mouvement hussite, qui sont entrées en compétition et ont eu recours à des arguments d'ordre confessionnel et identitaire. Les dissensions entre modérés et radicaux ont finalement abouti à la réconciliation des premiers avec l'empereur et à l'annihilation militaire des taborites, sans pour autant conduire au rétablissement du *statu quo ante*. La Bohême connaissait la première alternative théologique institutionnalisée, et le respect de cette spécifi-

cité a été essentiel pour la reconnaissance de la succession au trône jusqu'en 1620, quand une nouvelle catastrophe nationale allait imposer la reconversion des Pays tchèques au catholicisme. Les significations de cette réplique proposée par la première nation slave intégrée dans les cadres de l'Église chrétienne continuent à faire l'objet du débat initié par les représentants des dissidences protestantes et poursuivi par les historiens de l'Église médiévale et moderne. Le messianisme tchèque a eu sa propre géographie et ne s'est pas limité au dialogue polémique avec l'Église romaine. Des communautés hussites et anabaptistes sont attestées dans l'ouest de l'Ukraine et en Moldavie³¹, et l'influence des thèses des disciples de Jan Hus sont saisissables dans les arguments des participants au débat qui animait l'Église orthodoxe russe au sujet du droit des centres monastiques de détenir des propriétés foncières ou de la primauté de l'autorité de l'épiscopat par rapport au clergé régulier.

LES ÉVÉNEMENTS spectaculaires survenus en Bohême ont influencé de la même manière ambivalente l'évolution du voïvodat de Transylvanie, entité située aux frontières orientales de la *christianitas*, qui évoluait vers un profil institutionnel autonome.³² L'osmose spécifique des derniers siècles du Moyen Âge entre les paradigmes de la succession dynastique et les négociations avec les élites locales qui revendiquent la participation aux décisions politiques en vertu de la théorie de la Sainte Couronne ont placé de jure la Bohême et la Transylvanie dans l'ensemble gouverné nominalement par Sigismond de Luxembourg ; cette appartenance allait se maintenir durant le règne d'Albert I^{er} de Habsbourg (1437-1439) et servir d'argument pour la légitimation des initiatives politiques de la Maison d'Autriche. L'union personnelle entre les Pays tchèques et les possessions de la Couronne de Saint Étienne s'est heurtée à l'opposition des factions nobiliaires hongroises, qui, durant les tentatives d'usurpation du pouvoir, activaient des solidarités régionales fondées sur des affinités ethniques ou familiales qui ignoraient les frontières étatiques.³³ L'implication active dans la défense des frontières méridionales du royaume et la tentative échouée d'obtenir pour la *natio Hungarica* le droit de vote au Concile de Constance n'ont pas dissipé la méfiance des élites hongroises à l'égard de l'entourage germanique et tchèque du roi, et ces états d'esprit similaires à ceux des Tchèques hussites allaient se manifester aussi durant le règne de son successeur. Une chronique tchèque précisait que le roi Albert aimait la justice et protégeait ses sujets, même s'il était germanique.³⁴ La réussite partielle du roi dans la liquidation de la contestation intérieure s'est réalisée par la fidélisation progressive des potentiels centres de résistance et par l'alternance entre l'appel aux collaborateurs liés par des rapports personnels au souverain et l'activation de nouveaux acteurs politiques, qui devaient leur carrière aux capacités militaires et qui provenaient de couches situées

à la périphérie du système féodal fondé sur le privilège. Ces dernières options constituent des circonstances favorables à l'ascension de la noblesse transylvaine, exposée à la double pression des révoltes intérieures et de la menace ottomane, devenues effectives après l'effondrement du système de sécurité régionale fondé sur les alliances avec les dirigeants roumains et serbes.³⁵ Le cas de la Transylvanie a ainsi servi d'expérience préliminaire à l'aplanissement des disputes avec les sujets tchèques du royaume, étant le résultat du recours à des solutions pragmatiques et non pas l'expression d'un acte de volonté politique. Les premières années du règne de Sigismond de Luxembourg se caractérisent par la poursuite des politiques sociales et confessionnelles visant la liquidation des dissidences du temps des souverains angevins.³⁶ La même fidélité aux paradigmes traditionnels de la vocation apostolique du royaume est visible vis-à-vis du danger ottoman, combattu par des appels à la croisade ou à l'expertise des ordres missionnaires.³⁷ L'échec de ces expériences a déterminé la réévaluation officielle des forces locales, pour lesquelles la défense du royaume s'identifiait à la protection de leurs propres fiefs, exposés aux raids ottomans presque permanents, alors que la mention des nobles roumains du comitat de Hunedoara dans les documents au sujet de l'obligation de participer à la défense de la Transylvanie marque le retour des Roumains comme collectivité distincte entre les cadres officiels du royaume et annonce l'apparition de la faction que Ioan Drăgan appelait le parti militaire des Roumains de Hunedoara.³⁸

L'impact des réalités hussites a généré en Transylvanie des réactions qui continuent à alimenter de vifs débats au niveau de l'écrit historique roumain et hongrois. Une conséquence incontestable de la participation aux campagnes de Bohême a été l'assimilation de l'expertise militaire matérialisée dans les succès remportés par les campagnes de Jean Hunyadi en Valachie et dans les Balkans. Un aspect resté obscur consiste dans l'influence des idées hussites dans le déclenchement de la révolte des paysans transylvains en 1437-1438. Les similitudes avec les événements de Bohême sont plutôt l'expression d'une tendance générale de contestation, accentuée par la conduite du clergé local et des tentatives des officialités locales de limiter la mobilité des habitants dépourvus de privilèges. Dans cette circonstance aussi, l'expérience de la mobilité du camp capable de contrecarrer les charges de la cavalerie nobiliaire a représenté l'apport des anciens participants aux croisades anti-hussites, mais un élément moins souligné a été la tentative d'institutionnaliser la révolte. Au cours des négociations avec les représentants des autorités laïques et ecclésiastiques, les révoltés se définissent comme des *universitas regnicolarum*³⁹, possible tentative de substitution des hiérarchies consacrées par la tradition. Ces événements ont eu des conséquences décisives pour la configuration de la spécificité institutionnelle de la Transylvanie médiévale et pré-moderne, suite à la conclusion de la soi-disant *fraterna unio*, devenue

plus tard *Unio Trium Nationum*. Cette alliance formée des représentants de la noblesse hongroise et des structures juridiques des Sicules et des Saxons était destinée à combattre le danger ottoman et sauver l'ordre intérieur. Elle institutionnalisait le pluralisme juridictionnel de la Transylvanie, ayant comme élément distinct l'identification de l'appartenance ethnique au statut privilégié. L'institutionnalisation de cette solidarité des forces ayant des responsabilités dans la gestion des affaires publiques a renforcé le voïvodat de l'intérieur des Carpates en tant que structure distincte dans le cadre du royaume de Hongrie et a annoncé l'affirmation de quelques personnalités locales dans la position d'arbitres du combat pour la Couronne de Saint Étienne, au cours de la crise dynastique survenue après la mort du roi Albert. La viabilité de cet accord inspiré des paradigmes politiques et éthiques médiévaux a généré les solutions proposées par les élites locales pour la préservation du statut distinct de la nouvelle principauté autonome de la Transylvanie après 1540.⁴⁰

L'appartenance patrimoniale aux possessions revendiquées par la Maison d'Autriche a placé la Transylvanie et la Bohême utraquiste en une relation ambivalente, dans laquelle la compétition pour la légitimation d'un pouvoir contestable alternait avec des réactions identitaires similaires du point de vue de l'introspection et du rapport avec l'altérité. La guerre civile qui opposait la faction légitimiste dominée par la grande noblesse du sud-ouest de la Hongrie et qui soutenait les droits du roi Ladislas le Posthume à la faction dirigée par les jeunes chefs des provinces du sud-est, validés par les succès militaires remportés sur les Turcs et soutenus par la petite noblesse hostile à un pouvoir qu'elle identifiait aux intérêts germaniques ont favorisé l'apparition d'une structure de pouvoir qui perpétuait la tradition des innovations hussites dans les comitats slovaques, où le noble Jan Jiskra de Brandýs ressuscitait les disponibilités autonomistes des habitants et leurs sympathies plus récentes pour les thèses hussites.⁴¹ Comme dans le cas de la Transylvanie, cette structure dépourvue d'un statut juridique défini devait son pouvoir au support que lui assurait les centres économiques intéressés par la sécurité des voies de communication et des exploitations minières et principalement par la cohésion ethnique des forces militaires placées sous l'autorité d'un chef ayant la même origine et patronné par les leaders utraquistes tchèques, qui allaient servir de médiateurs dans les conflits de la région. Le conflit irréductible entre le chef de ces *český bratr* (frères tchèques) et Jean Hunyadi, devenu après 1446 gouverneur général de la Hongrie, est l'expression d'un transfert de solidarité des habitants du Royaume de Saint Étienne vers des pôles de pouvoir périphériques, étant renforcé par des loyautés médiévales et des affinités pré-modernes. Les deux représentants de la dynastie de Hunedoara, tellement différents comme formation et horizon politique, sont restés dans la conscience de leurs contemporains en tant que champions de la cause chrétienne, aussi bien pour

leur rôle dans la défense des frontières face aux menaces des infidèles que pour avoir défendu le point de vue du Saint-Siège en ce qui concerne la liquidation de la dissidence utraquiste tchèque.⁴²

En dépit de la nécessité de contrecarrer les prétentions de l'empereur Frédéric III (1440-1493) et malgré l'origine commune du pouvoir dans l'élection de la Diète nationale au sens corporatif de cette notion, et même si l'origine roumaine du roi Mathias Corvin (1458-1490) était invoquée comme une circonstance devant invalider sa légitimité⁴³, le Royaume de Hongrie politiquement dominé par les représentants de la noblesse de l'est de Tisza et le Royaume de Bohême dirigé par Georges de Podiebrad se sont retrouvés en un conflit diplomatique et militaire, qui s'est officiellement achevé par l'option de la noblesse tchèque pour l'élection de Ladislas Jagellon.⁴⁴ La dispute durant laquelle les innovations militaires hussites ont servi en égale mesure aux deux belligérants a été doublée d'une dispute idéologique. Le souverain de Hongrie invoquait son origine roumaine et sa fidélité envers le Saint-Siège dans la question de l'éradication de l'hérésie par la croisade permanente pour contrecarrer le projet initié par Georges de Podiebrad et diffusé par l'intermédiaire des émissaires français visant la formation d'une alliance des États territoriaux en Europe en vue de la libération de Constantinople et la conclusion d'une paix permanente.⁴⁵ Les succès remportés par les deux États à un moment où le monde chrétien dans son ensemble devait faire face aux derniers effets de la crise ayant affecté les structures politiques, économiques et religieuses pendant les derniers siècles du Moyen Âge étaient le résultat des solidarités entre les mêmes forces sociales, au sein desquelles la petite et la moyenne noblesse détenait la primauté et s'identifiait à la nation, au sens corporatif mais avec des significations ethniques implicites, identifiables au niveau des sources écrites par des rapports de méfiance établis avec l'altérité.⁴⁶

Les événements qui ont décisivement marqué l'histoire de la Bohême dans la première moitié du XV^e siècle et la carrière spectaculaire que la Transylvanie en tant que facteur régional de pouvoir a connue dans le combat pour la défense de la *christianitas* témoignent de la vitalité des petits noyaux ethniques d'Europe centrale-orientale de s'opposer, s'adapter ou s'accommoder avec les forces susceptibles d'annihiler leur spécificité identitaire. L'étude des deux réalités illustre l'importance que les nouvelles solidarités ethniques et régionales ont acquise dans le cadre du transfert de loyauté en faveur de l'État territorial, mais aussi l'échec que de telles manifestations ont généré au niveau de l'échafaudage institutionnel.



Notes

1. Jan Milic Lochman, « Spiritual and Ecumenical Significance of Czech Reformation », *Czechoslovak and Central European Journal*, 9, n° 1/2, 1990, p. 1-11.
2. Pour l'influence hussite sur les Roumains, voir Mihail P. Dan, *Cebii, slovaci și români în veacurile XIII-XVI*, Sibiu, 1944.
3. Johan Huizinga, « Nationalism in the Middle Ages », in C. Leon Tipton (dir.), *Nationalism in the Middle Ages*, New York, 1972, p. 17.
4. Pour plus de détails au sujet des réflexions médiévales sur la société idéale, voir Jacques Le Goff, *L'Imaginaire médiéval*, Paris, 1985.
5. František Šmahel, *La révolution hussite : Une anomalie historique*, Paris, 1985. L'auteur a consacré à ces événements une monographie bien documentée, *Husitská Revoluce*, 4 vols., Prague, 1993-1995.
6. Pour un point de vue marxiste sur le mouvement hussite, voir Josef Macek, *Jan Hus et les traditions hussites : XV-XIX^e siècles*, Paris, 1973, p. 11-14.
7. Johan Huizinga, *Men and Ideas. Essays on History, the Middle Ages, the Renaissance*, Princeton, New Jersey, 1984, p. 110.
8. Pour le débat sur la colonisation germanique, voir Florian Dumitru Soporan, « L'Étranger de chez moi. La colonisation de l'Est par les Germains », *Transylvanian Review*, vol. XVI, n° 2, 2007, p. 26-42.
9. Jean Delumeau, *La peur en Occident (XIV-XVIII^e siècles). Une cité assiégée*, Paris, 1978, p. 54-59.
10. Pour plus de détails voir Johan Huizinga, *Amurgul Evului Mediu*, trad., Bucarest, 2002, p. 11-26.
11. Pour plus de détails voir Florian Dumitru Soporan et Liana Lăpădatu, « Les origines des nations central-est-européennes dans les chroniques médiévales : Formation culturelle et exigences sociales avant la lettre », *Transylvanian Review*, vol. XXI, n° 3, 2012, p. 92-100.
12. Jean-Baptiste Duroselle, *L'idée d'Europe dans l'histoire*, Paris, 1965, p. 11-15.
13. James Henderson Burns, *Histoire de la pensée politique médiévale, 350-1450*, Paris, 1997, p. 154-162.
14. Hugo Hantsch, *Die Geschichte Österreichs*, 2 vols., Graz, 1947, p. 56-58.
15. Jeannine Quillet, *Les clefs du pouvoir au Moyen Âge*, Paris, 1971.
16. Joseph Gill, *Histoire des conciles œcuméniques*, Paris, 1965, p. 102-105.
17. Pour une comparaison entre catholicisme – protestantisme – orthodoxie, voir Vladimir Soloviov, *Rusia și Biserica universală*, trad., Bucarest, 1994, p. 23 sq.
18. Louise R. Loomis, « Nationality at the Council of Constance : An Anglo-French Dispute », in Sylvia L. Thrupp (dir.), *Change in Medieval Society*, Toronto, 1988, p. 279-297.
19. Pour des détails, voir Oskar Halecki, *From Florence to Brest (1439-1596)*, Rome, 1958, p. 8-15.
20. Pour l'évolution des structures monastiques, voir Melanie Brunner, « Disorder, Depts and Excommunication : Pope John XXII and the Reform of the Order of Grandmont », *Journal of Medieval History*, vol. 36, n° 4, 2010, p. 341-358.

21. Peter F. Sugar, « External and Domestic Roots of Eastern European Nationalism », in Peter F. Sugar et Ivo J. Lederer (dir.), *Nationalism in Eastern Europe*, Seattle-Londres, 1969, p. 18.
22. Francis Dvornik, *Les Slaves. Histoire et civilisation. De l'Antiquité au début de l'époque contemporaine*, Paris, 1970.
23. Stephen Edmund Lahey, *John Wyclif*, Oxford, 2008, p. 68-72.
24. Florian Dumitru Soporan, « Loyalty and Hostility: Mixed Marriages in Royal Families of the Middle Age: Cases from the Borders of Christendom », in Luminița Dumănescu, Daniela Mârza et Marius Eppel (dir.), *Intermarriages throughout History*, Cambridge, 2014, p. 112-134. Voir aussi Agnes et Elisabeth Strickland, *The Lives of the Queens of England*, vol. II, Londres, 2011, p. 160-192.
25. Sophia Menache, « Isabelle of France, Queen of England – a reconsideration », *Journal of Medieval History*, vol. 10, n° 2, 1984, p. 107-124.
26. Stanislaw Bylina, « Le mouvement hussite devant les problèmes nationaux », in D. Loades et K. Walsh (dir.), *Faith and Identity : Christian Political Experience (Studies in Church History)*, Oxford, 1990, p. 65-68.
27. Pour des détails sur l'acception de l'idée de nation médiévale, voir Florian Dumitru Soporan, *Națiunea medievală în Europa Centrală și de Est (secolele XIII-XVI)*, Cluj-Napoca, 2008, p. 21 *sq.*
28. Joseph P. Zacek, « Nationalism in Czechoslovakia », in Sugar et Lederer, *Nationalism in Eastern Europe*, *op. cit.*, p. 166-206.
29. *Apud* Mihail Dan, *Sub flamura Taborului*, Bucarest, 1964, p. 160-161.
30. *Ibid.*, *passim*.
31. Maria Crăciun, *Protestantism și ortodoxie în Moldova secolului al XVI-lea*, Cluj-Napoca, 1996, p. 11-17.
32. Pour les premières manifestations du particularisme des structures politiques et des communautés ethniques en Transylvanie, voir Tudor Sălăgean, *Transilvania în a doua jumătate a secolului al XIII-lea. Afirmarea regimului congregațional*, Cluj-Napoca, 2003 (2007), *passim*.
33. Le chroniqueur Johannes de Thurocz a des appréciations favorables à l'égard des rebelles qui s'opposent au prétendant tchèque à la couronne de Hongrie. Voir Johannes de Thurocz, *Chronica Hungariae (Chronica Hungarorum)*, Budapest, 1988, p. 193-198.
34. Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg (1273-1918)*, Paris, 1990.
35. Pour des détails, voir Pál Engel, *The Realm of St. Stephen : A History of Medieval Hungary, 895-1526*, Londres, 2001, p. 371-375.
36. Nicolae Bocșan, Ioan Lumperdean et Ioan-Aurel Pop, *Ethnie et confession en Transylvanie (du XIII^e au XIX^e siècle)*, Cluj-Napoca, 1996, p. 34-37.
37. Ileana Căzan et Eugen Denize, *Marile puteri și spațiul românesc în secolele XV-XVI*, Bucarest, 2001, p. 34-36.
38. Ioan Drăgan, *Nobilimea românească din Transilvania între anii 1440-1514*, Bucarest, 2000, p. 381.
39. Ioan-Aurel Pop et Thomas Năgler (dir.), *Istoria Transilvaniei*, vol. I (până la 1541), Cluj-Napoca, 2003, p. 253.

40. Florian Dumitru Soporan, « Afirmarea Monarhiei Habsburgice în Europa Central-Orientală, 1526-1556 », *Studia Medievalia* (Cluj-Napoca), I, 2004, p. 253-292.
41. Dan, *Cehi, slovaci și români în veacurile XIII-XVI, op. cit.*, p. 94-96.
42. Pour les antécédents biographiques du roi Mathias Corvin, voir Ioan-Aurel Pop, « A Few Considerations Regarding the Name of Matthias Corvinus », *Transylvanian Review*, vol. XVIII, n° 3, 2009, p. 3-12.
43. Pour l'empereur Frédéric, le nouveau roi de Hongrie est « natus a Valacho Patre ». Voir Adolf Armbruster, *Romanitatea românilor. Istoria unei idei*, 2^e édition, revue et augmentée, Bucarest, 1993, p. 67.
44. Engel, *The Realm of St. Stephen, op. cit.*, p. 398-399.
45. Bernard Voyenne, *Histoire de l'idée européenne*, Paris, 1964, p. 9-11.
46. Pour les attitudes sociales en Transylvanie voir Florian Dumitru Soporan, « Perspectives ethniques et stratégies sociales en Transylvanie : la seconde moitié du XV^e siècle et la première moitié du XVI^e siècle », in Corina Moldovan, Ionuț Costea et Lavinia S. Stan (dir.), *Schools in Dialogue : Multidisciplinary Approaches in Dealing with the Past in Transylvania*, *Transylvanian Review*, vol. XXI, suppl. n° 3, 2012, p. 19-34.

Abstract

The Hussite Revolution and the Rise of the Voivodship of Transylvania in the Context of the Late Crusade: Tangents and Specificities

The events that marked the history of Bohemia in the first half of the 15th century and Transylvania's spectacular exploits as a regional power in the struggle for the defense of Christendom come to demonstrate the vitality of the small ethnic entities in Central and Eastern Europe and the importance of the new ethnic and regional solidarities that emerged amid the transfer of loyalty to the national state, but also the failure these developments brought about in terms of the institutional establishment.

Keywords

Hussite revolution, Voivodship of Transylvania, Late Crusade